

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

AVENANT N   2**   la convention N  84038****Concernant l'organisation déléguée de services de transport scolaire exploités en régie avec la commune de Roussillon****ENTRE**

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur, en application de la délibération de la Commission
Permanente du 10 avril 2026, n   26-0094
Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,**ET**

La commune de Roussillon
représentée par le Maire, Gisèle BONNELY....., agissant au nom et pour le
compte de cette Régie en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du
05.10.2026 N   69126
figurant sur la liste des entreprises inscrites et établissements mentionnées au registre
« voyageur » du Vaucluse,
Ci-après dénommée « la Régie » ;

D'autre part.**ARTICLE 1 : Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet, d'une part, de permettre de déroger, sur demande de
la Régie, à l'âge maximum des véhicules prévu à l'article 7 de la convention 84038
concernant l'organisation déléguée de services de transport scolaire exploités en régie
et, d'autre part, de prévoir l'intégration d'un nouvel indice dans la formule de révision
de prix, à la suite de l'arrêt de la série 001769685 : Indice d'inflation sous-jacente –
Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Services.

ARTICLE 2 : Dérogation à l'article 7 de la convention « Véhicules »

L'article 7 prévoit :

« [...] Pendant toute la durée de la convention, la Régie s'engage sur un âge

maximum de 20 ans (réserve comprise) pour les autocars de grande capacité, un âge maximum de 15 ans (réserve comprise) pour les véhicules de faible capacité (22 places assises, non compris le conducteur) et de 12 ans pour les voitures particulières (moins de 9 places) ; »

Par dérogation à cet article, il est convenu que la Régie puisse demander, par courrier, une dérogation d'un an, renouvelable si nécessaire, sans pouvoir excéder la date du 31 août 2028 correspondant au terme de la convention.

La demande de dérogation doit être motivée et accompagnée de tous éléments permettant d'apprécier l'état du véhicule en particulier en matière de sécurité, notamment les procès-verbaux de contrôles techniques, et toutes factures ou tous documents justifiant de son bon entretien.

Après analyse de la demande, la Région se réserve le droit d'accepter ou de refuser cette demande de dérogation, notamment lorsque l'état du véhicule nécessite des réparations importantes ou coûteuses, ou si le contrôle technique révèle des anomalies majeures.

La Région peut, à tout moment, demander des pièces complémentaires, procéder à des vérifications supplémentaires ou revoir sa décision si l'état du véhicule venait à évoluer.

ARTICLE 3 : Modification de l'article 11.2 de la convention « Révision des prix »

L'article 11.2 prévoit :

« [...] Les indices sont définis de la façon suivante :

- S = Indice CNR taux horaire conducteur transport routier de voyageurs / base 100 = Décembre 2010 (Source Comité National Routier).*
- G = Indice CNR gazole professionnel - Indice du coût du carburant, hors TVA, tenant compte des différents modes d'approvisionnement (pompe et cuve) et du remboursement partiel de la TICPE / base 100 = décembre 2000 (Source Comité National Routier).*
- M = Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Autobus et autocars (source INSEE – identifiant 010535349).*
- Serv = Indice d'inflation sous-jacente - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Services (source INSEE – identifiant 001769685).*

Le calcul des coefficients de révision par application de la formule ci-dessus s'effectue au millième.

Nota bene : En cas de disparition d'un de ces indices, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit ainsi que son coefficient de raccordement seront intégrés à la présente convention, sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, le remplacement de l'indice sera effectué par avenant à la convention, le choix du nouvel indice se fera d'un commun accord entre la Commune et la Région ».

La série 001769685 (Indice d'inflation sous-jacente – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Services) a été arrêtée par l'INSEE en janvier 2026 sans proposition de substitution.

L'article 11.2 de la convention indique que dans l'hypothèse où aucun indice de substitution n'est préconisé, les parties conviennent d'un nouvel indice.

Il est donc proposé de remplacer l'indice comme suit :

L'indice 001769685 sera remplacée par l'indice 011814140 : Indice des prix à la consommation - Base 2025 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Sous-jacent - Services | Insee.

Cet indice prendra la suite de l'indice pr  c  dent sur la base du calcul suivant :

Période	Nouvelle série	Série arrêtée	Calcul coefficient de raccordement.
déc.-25	011814140 100,78	001769685 122,430	1,21482

ARTICLE 4 : Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à sa notification pour l'année scolaire en cours.

ARTICLE 5 : Stipulations particulières

Les autres dispositions prévues dans la convention initiale et les avenants non visées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait    Marseille, le

Pour la Région Provence-Alpes-Côte
d'Azur
Le Président

Pour la Régie
Le maire

Renaud MUSELIER

Gisèle BONNELY



Envoyé en préfecture le 08/06/2026
Accusé de réception Ministère de l'intérieur
Reçu en préfecture le 08/06/2026
Envoyé en préfecture le 10/04/2026
Publié le
Retour en préfecture le 10/04/2026
ID : 084-218401024-20260605-2026_D_69-DE
Acte certifié exécutoire

DELIBERATION N° 26-0094

10 AVRIL 2026

DGA TRANSPORT, MOBILITE ET GRANDS EQUIPEMENTS

Exploitation du réseau de transport routier de voyageurs - Secteur Vaucluse et Bouches-du-Rhône

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°21-362 du 2 juillet 2021 du Conseil régional donnant délégation d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente;
- VU le Code des transports ;
- VU le Code de la commande publique, notamment l'article R 3135-7 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1411-3 ;
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- VU la délibération n°21-377 du 23 juillet 2021 du Conseil régional approuvant le projet de nouvelle gamme tarifaire applicable à partir du 1 juillet 2022 ;
- VU la délibération n°22-391 du 24 juin 2022 du Conseil régional relative à la «26-0094 Tarification régionale : Compléments nouvelle gamme tarifaire des transports régionaux et mesures d'accompagnement de mise en œuvre - Mesure tarifaire Pass Zou Etudes ! 2022-2023 » ;

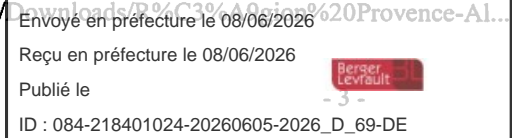
- VU la délibération n°22-563 du 24 juin 2022 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant les conventions concernant l'organisation déléguée de services de transport exploités en régie avec les communes de Lioux, Saint-Saturnin-d'Apt, Goult, Roussillon, Saignon, Murs, et Saint-Martin-de-Castillon ;**
- VU la délibération n°22-0937 du 16 décembre 2022 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant l'avenant n°1 à la convention concernant l'organisation déléguée de services de transport scolaire exploités en régie avec la commune de Saint-Martin-de-Castillon ;**
- VU la délibération n°25-0055 du 23 avril 2025 du Conseil régional approuvant les conventions de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport routier non urbain de voyageurs sur les territoires du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône ;**
- VU la délibération n°25-0366 du 25 juin 2025 de la Commission permanente approuvant la convention de partenariat pour les mobilités entre les Régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**
- VU la délibération n°25-0366 du 25 juin 2025 de la Commission permanente approuvant l'avenant n°1 aux conventions concernant l'organisation déléguée des services de transport scolaire exploités en régie avec les communes de Lioux, Saint-Saturnin-d'Apt, Goult, Roussillon, Saignon et Murs ainsi que de l'avenant n° 2 concernant la commune de Saint-Martin-de-Castillon ;**
- VU la délibération n°25-0653 du 11 décembre 2025 de la commission permanente du Conseil régional approuvant l'avenant n°1 aux huit conventions de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport routier non urbain de voyageurs sur les territoires du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône ;**
- VU la commission Transport et Ports réunie le 08 avril 2026 ;**
- La Commission permanente du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur réunie le 10 avril 2026.**

CONSIDERANT

- qu'à compter du 1er septembre 2025, la Région a fait évoluer son réseau de proximité ZOU ! sur le territoire de Vaucluse avec une nouvelle offre visant à limiter les doublons entre les lignes et à renforcer les trajets répondant aux besoins quotidiens des usagers ;

- que, dans ce cadre, les lignes 914 « Apt – Isle-sur-la-Sorgue » et 921 « Apt – L'Isle-sur-la-Sorgue – Fontaine-de-Vaucluse – Coustellet » ont été réorganisées pour constituer la ligne 914 « Maubec/Coustellet – Isle-sur-la-Sorgue ;

- que les trajets vers l'Isle-sur-la-Sorgue au départ des communes d'Apt, Bonnieux, Goult et les Beaumettes sont désormais réalisables uniquement en correspondance ;



- qu'afin d'offrir une desserte directe aux élèves domiciliés dans ces communes et scolarisés à l'Isle-sur-la-Sorgue, il a été décider d'étendre le service destiné aux internes de la ligne 9900 « Apt – Isle-sur-la-Sorgue – Carpentras » à l'ensemble des jours scolaires ;

- que lors de sa réponse à l'appel d'offres, le transporteur a intégré, dans le cadre technique et financier, un montant de 19 500 à pour l'acquisition de trois racks    vélos destinés à ligne 915 ;

- que ce montant a été répercuté sur la durée totale de la délégation de service public, alors que le côté d'acquisition n'est financé que la première année de la convention de délégation de service public ;

- qu'il convient donc de conclure un avenant n  2 à la délégation de service public F afin de prendre en compte ces incidences techniques et financières ;

- que par délibération n  22-563 du 24 juin 2022, la Commission permanente a approuvé les conventions relatives à l'organisation déléguée de services de transport exploités en régie avec les communes de Lioux, Saint-Saturnin-d'Apt, Goult, Roussillon, Saignon, Murs, et Saint-Martin-de-Castillon ;

- que ces conventions prévoient une limite d'âge par catégorie de véhicule, indifféremment de leur état général ;

- qu'il convient, par le biais d'un avenant, de prévoir la possibilité pour les régies, avec l'accord préalable de la Région, de déroger à la limite d'âge des véhicules prévue à l'article 7 de la convention initiale, afin de permettre l'utilisation de véhicules ayant atteint l'âge limite conventionnel mais dont l'état général ne nécessite pas pour autant leur remplacement ;

- que la série 001769685 - Indice d'inflation sous-jacente – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Services-a été arrêtée par l'INSEE en janvier 2026 ;

- que, conformément à l'article 11 des conventions relatives à l'organisation déléguée des services de transport exploités en régie, qu'il convient de remplacer, par le biais d'un avenant, cette série par l'indice 011814140 : Indice des prix à la consommation - Base 2025 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Sous-jacent - Services | Insee ;

- que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté de communes Rhône-Lez-Provence souhaitent mettre en place une tarification combinée entre les réseaux de transports publics ZOU ! et TUB ;

- qu'il convient à cet effet de conclure une convention afin de définir le cadre, les principes et les modalités de la complémentarité des réseaux ;

- que la Région a conclu avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes une convention de partenariat pour les mobilités, approuvée par la commission permanente du Conseil régional par délibération n  25-0366 du 25 juin 2025 ;

- qu'à la demande de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la ligne n  904 a été prolongée afin d'assurer la liaison entre le secteur de Buis-les-Baronnies et Vaison-la-Romaine ;

- que cette évolution de l'offre de transport inclut désormais, à la demande de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la desserte de la commune de Mollans-sur-Ouvèze par la ligne n°904 ;

- qu'il convient de conclure un avenant à la convention de partenariat pour les mobilités ayant pour objet de comptabiliser les recettes issues des prises en charge à ce nouvel arrêt dans le calcul de la participation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

DECIDE

- d'approuver l'avenant n°2 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport routier non urbain de voyageurs sur les territoires du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, lot F, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ;

- d'affecter, en autorisation de programme, un montant de 50 986,49 euros HT sur le programme Q321, chapitre 11 du budget régional 2026, au titre de la prise en compte du surcoût financier résultant de l'extension du service de la ligne 9900 ;

- d'approuver l'avenant aux conventions concernant l'organisation déléguée des services de transport scolaire exploités en régie, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ;

- d'approuver la convention relative à la mise en place d'un tarif combiné dans le cadre de la complémentarité entre les réseaux de transports publics ZOU ! et TUB avec la Communauté de communes Rhône Lez Provence, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ;

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour les mobilités conclue avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.

- d'autoriser le Président de la Région à signer ces conventions et avenants ainsi que l'ensemble des documents s'y rapportant.